



HAENGGI & ASSOCIÉS

AVRIL 2024 - ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE : NOTRE ANALYSE ET NOS CONVICTIONS

Nous avons rédigé cette lettre d'information afin de vous partager notre analyse de l'actualité économique et financière de ces derniers mois. Vous y trouverez également nos perspectives pour les mois à venir.

HAENGGI & ASSOCIÉS

AVRIL 2024 - ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE : NOTRE ANALYSE ET NOS CONVICTIONS

DÉBUT D'ANNÉE 2024

Les statistiques d'inflation publiée en ce début de mois d'avril montrent une divergence sensible entre les deux principales zones économiques occidentales.

Aux Etats Unis, l'activité économique demeure dynamique notamment au niveau du marché de l'emploi selon le dernier rapport publié ce 5 avril. Cela risque de compliquer le travail de la banque centrale américaine dans sa stratégie de baisse de taux d'intérêt.

En Europe, les statistiques de ralentissement économique se confirment, ce qui théoriquement laisse les mains libres à la Banque Centrale Européenne pour baisser ses taux dès ce premier semestre.

Pour rappel, les investisseurs espèrent qu'une détente de l'inflation permettra aux banques centrales de baisser leurs taux d'intérêt. Une baisse de taux est généralement vue comme favorisant les marchés financiers.

Les banques centrales américaines et européennes lors de leurs premières réunions de l'année ont indiqué qu'elles devraient baisser leurs taux d'intérêt sans préciser de calendrier.

Ces dernières semaines, les marchés financiers ont tendance à se stabiliser sur des niveaux élevés.

NOS CONVICTIONS

Depuis deux ans les banques centrales luttent contre l'inflation en augmentant les taux d'intérêt. Ceux-ci ont retrouvé des niveaux qu'ils n'avaient plus atteint depuis au moins une décennie. En ce début d'année 2024, les questions sont de savoir si l'inflation va revenir vers les niveaux normaux de 2% et si l'impact des hausses de taux ne va pas entraîner l'économie vers la récession.

Nous continuons d'encourager l'investissement progressif en actions et de penser que renforcer le poids de la classe d'actif obligataire fait actuellement sens.

ÉCONOMIE MONDIALE

Les tendances observées en 2023 se confirment en ce début d'année avec l'économie américaine qui fait la course en tête, l'Europe qui stagne et la Chine qui continue d'accumuler les difficultés. L'OCDE estime la croissance mondiale pour 2024 à 2.9%, après 3.1% en 2023.

➤ USA

La situation de l'économie peut paraître particulièrement enviable. Contrairement aux autres économies, les indicateurs sont tous en croissance. L'indicateur le plus remarquable reste le niveau des créations d'emploi qui se maintient assez largement au-dessus 250 000 nouveaux emplois par mois.

Dans sa deuxième estimation la croissance américaine a été revue très légèrement à la baisse pour le quatrième trimestre 2023 à 3.2% (contre 3.3%), la croissance américaine devrait ralentir mais rester bien supérieure à celle des autres pays développés.

En passant de 9,1% en juin 2022 à 3.2% désormais en février 2024, l'inflation (mesurée d'une année sur l'autre par l'indice des prix à la consommation) s'est bel et bien rapprochée de l'objectif la Réserve fédérale. Cependant on note ces dernières semaines une résistance de celle-ci.

Si on prend la partie plus réelle de l'inflation (celle qui exclut la partie hors énergie et hors alimentation), l'inflation a tendance à repartir à la hausse à 3.8% pour cette composante particulièrement regardée par la banque centrale.

Le taux de chômage reste à des niveaux historiquement bas, ce qui permet d'envisager une croissance importante de la consommation des ménages.

Le bémol à apporter est l'ampleur du déficit budgétaire américain (supérieur à 5% du PIB) s'ajoutant à un stock de dettes déjà important. Il est probable que l'administration Biden laisse filer la question de ce déficit jusqu'à l'élection présidentielle de fin d'année pour s'assurer du meilleur bilan économique possible.

Néanmoins, cette question ne pourra pas être ignorée éternellement.

➤ Europe

La croissance de la zone Euro reste faible, ce que les indicateurs PMI publié autour du 20 mars ont largement confirmé. Le PMI du secteur industriel européen s'affiche à 45.7 (contre 47 attendu), celui des services rebondit un peu à 51.1(contre 50.5 attendu). Pour rappel, ces indicateurs qui questionnent les acteurs économiques sur les prévisions, permettent d'anticiper une croissance de l'économie lorsqu'ils se situent au-dessus 50, en dessous il montre une récession. La situation est inquiétante en Allemagne avec un indicateur industriel qui s'est élevé à seulement 41.9.

La situation économique a des répercussions sur la situation budgétaire de la France. Ainsi, les moindres rentrées fiscales (notamment liées à la baisse des transactions immobilières) bousculent les prévisions du gouvernement en termes de déficit public. Ainsi, celui-ci s'est élevé pour la France à 5.5% du PIB en 2023 alors que la dernière prévision était de 4.9%.

Le gouvernement français semble craindre une dégradation de sa note d'investissement par les agences de notation. Pour éviter celle-ci qui se traduirait par un alourdissement de la charge d'intérêt, les aménagements les plus rapides et les moins contestables socialement parlant sont les règles d'indemnisation des chômeurs. On parle d'une réduction des droits à indemnisation à 12 mois.

➤ **Chine**

Nous n'avons pas recensé de mauvaises nouvelles en Chine au mois de mars. Une certaine reprise du dialogue avec les autorités américaines et européennes débouche sur une certaine accalmie pour une économie qui a clairement besoin d'exporter.

Quelques signes d'amélioration de l'économie interne à la Chine se font jour, par exemple le prix des matières premières remonte. Le baril de pétrole de Brent atteint un niveau de presque 90 US dollar en ce début avril, soit une hausse de 17% en 2024.

➤ **Reste du Monde**

L'Inde continue d'enchaîner les bonnes performances économiques dont espère profiter le premier ministre, Narendra Modi lors des toutes prochaines élections législatives.

Au Japon, la banque centrale a remonté ses taux pour la première fois depuis l'année 2007 !

En Russie, Vladimir Poutine a été réélu sans suspens avec 87% des voix exprimées.

BANQUES CENTRALES

Depuis la fin de l'année 2020, les banques centrales luttent contre l'inflation par plusieurs moyens dont celui de la hausse des taux d'intérêts revenus à des niveaux plus vus depuis 20 ans soit plus de 5% aux Etats Unis et plus de 4% en Europe. Les banques centrales indiquent des baisses de taux à partir de la fin du mois de juin.

La situation se complique pour la Banque Centrale Américaine dans sa stratégie attendue de baisse de taux d'intérêt.

En effet, les statistiques économiques sont bonnes et les créations d'emploi importantes ne militent pas pour une réduction des taux d'intérêt. Cela pourra avoir un impact sur les marchés financiers car des taux plus faibles permettent fréquemment de bonnes performances des actifs financiers.

Au début de l'année, les investisseurs s'attendaient en moyenne à 6 baisses de taux d'intérêt. Désormais, on en attend plus que deux.

En Europe, la Banque Centrale Européenne est dans une situation complètement différente. Les statistiques économiques plaident pour une baisse désormais rapide des taux. Cette baisse permettrait de relancer par exemple le secteur immobilier et avec la croissance économique.

Cependant, l'équilibre n'est pas évident pour la BCE, car en baissant ses taux sans que la banque centrale américaine ne le fasse, elle prend le risque que l'€uro baisse. En effet, les capitaux étant moins rémunérés en Europe, cela se traduirait par une baisse de l'€uro. Or, une baisse de l'€uro peut signifier une hausse des prix des importations et donc alimenter l'inflation contre laquelle la BCE doit lutter.

En conclusion, si elle agit, la BCE ne le fera sans doute que par des gestes d'ampleur modeste.

ENTREPRISES & MARCHÉS

En ce mois de mars, l'actualité des entreprises a été moins riche.

Dans le secteur du luxe, Kering a confirmé sa moindre dynamique par rapport à ses concurrents en lançant un avertissement autour du 20 mars sur l'activité de sa marque phare Gucci, les ventes sont désormais indiquées en baisse de 10% sur le premier trimestre 2024. Le titre a baissé de 12% sur la séance boursière.

Le groupe Altice qui détient l'acteur de téléphonie SFR, a vendu le groupe BFM pour se désendetter. La société Altice de Monsieur Drahi essaie de poursuivre son désendettement qui inquiète les acteurs de la finance.

À la suite des difficultés rencontrées par le groupe d'aviation Boeing, son Président a démissionné.

Sur les marchés de taux, la dette d'Etat de la France à 10 ans est passé de 2.54% fin 2023 à 2.92% le 8 avril.

Au Etats Unis, les taux à 10 ans des emprunts d'Etat atteignent 4.44% (en hausse de 55 centimes depuis le début de l'année).

CONVICTIONS

Nous continuons d'encourager l'investissement progressif sur les actions de sociétés à la croissance solide que nous trouvons dans les secteurs de l'intelligence artificielle, la transition énergétique, la santé, la cybersécurité, la robotisation et le luxe par exemple. Ces thématiques sont régulièrement présentes dans notre fonds dédié à notre clientèle, Inspiration, et nous mettons de plus en plus l'accent sur ces thématiques très porteuses sur le long terme dans nos propositions d'arbitrages.

Renforcer la partie obligataire continue également de faire sens dans la mesure où les niveaux de taux actuels représentent des opportunités par rapport aux baisses de taux que les banques centrales finiront tôt ou tard par adopter.

8 avril 2024 - HAENGGI & ASSOCIÉS

Sources

www.zonebourse.com
www.wsj.com
www.ft.com
www.reuters.com
www.bloomberg.com
www.barrons.com
www.investing.com
www.marketwatch.com
www.lesechos.fr
www.agefi.fr
www.capital.fr
www.bfmtv.com

Disclaimer

Ce document est uniquement à titre d'information et en aucun cas ne peut être utilisé ou considéré comme une offre ou une incitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers. Bien que toutes les informations et opinions contenues dans ce document ont été compilés à partir de sources jugées fiables et dignes de foi, aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, n'est faite quant à leur exactitude ou leur exhaustivité. L'analyse contenue dans ce document s'appuie sur de nombreuses hypothèses et différentes hypothèses peuvent entraîner des résultats sensiblement différents. Les performances historiques ne sont nullement représentatives des performances futures. Ce document a été préparé uniquement pour les investisseurs professionnels, qui sont censés prendre leurs propres décisions d'investissement sans se fier indûment à son contenu. Ce document ne peut pas être reproduit, distribué ou publié sans autorisation préalable de HAENGGI & ASSOCIÉS.

Protection des données personnelles

Dans le cadre de nos relations professionnelles, nous sommes amenés à collecter, traiter et détenir des informations vous concernant. Les données personnelles que vous nous transmettez dans le cadre de notre activité et des services que nous vous proposons sont collectées et traitées par Bernard Haenggi en qualité de responsable de traitement au sens des dispositions du Règlement Général sur la protection des données personnelles (RGPD). Vous disposez sur ces données d'un droit d'accès, de rectification, et de limitation, ainsi que d'un droit d'opposition et de portabilité conformément à la loi. Si vous souhaitez exercer ces droits, vous pouvez nous contacter à l'adresse contact@h-a.finance. Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la CNIL ou par courrier postal.